

LE BIMI

la
cgt
93

N° 933 • juin 2025 • Mensuel syndical de l'Union Départementale CGT 93 • 1.50 €

Les luttes sociales construisent la paix



Mobilisation
contre le salon
de l'armement du
Bourget

30 ans de jumelage
entre l'UD CGT 93
et la CTC de Villa Clara

Plaine commune :
Grève des médiathèques,
la conséquence d'un
profond mal-être au travail

Pascal Clément
prend sa retraite !

Votre organisation syndicale () nous fait confiance, **pourquoi pas** **vous ?**

La Macif vous propose des solutions
pour vous et votre famille :
auto, habitation, santé...

Et aussi des solutions adaptées au monde
de l'entreprise et des associations.

→ Pour plus d'informations : macif.fr



La Macif,
c'est **vous.**



Jean Claude Hacquard
*membre du bureau
de l'UD CGT 93*

édito

130 ans de la CGT, ça se fête !

La CGT fête cette année ses 130 ans d'existence. 130 ans de luttes et de combat, 130 ans de victoires mais aussi 130 ans de souffrance, de répressions, d'interdiction et bien pire encore dans les périodes les plus sombres de notre histoire. Pourtant la CGT est toujours là, ses militant.e.s toujours mobilisé.e.s et motivé.e.s pour renforcer notre CGT et poursuivre le combat.

C'est aussi 130 ans de conquis que la classe ouvrière a arrachés au capitalisme dominant depuis 1895.

La journée de huit heures, la semaine de 40 heures, les congés payés, la sécurité sociale pour ne parler que des plus emblématiques. Et pourtant il reste tant à gagner.

Plus que jamais en Seine-Saint-Denis nous devons rester mobilisé.e.s, combatif.ve.s et uni.e.s, plus que jamais nous avons le devoir de maintenir une CGT forte et revendicative et tout particulièrement en ces temps où le capitalisme décomplexé tente de grignoter un à un tous nos conquis, quitte à de nouveau utiliser et favoriser les idéologies nauséabondes d'extrême droite qui refond surface en Europe et ailleurs.

Notre Union Départementale, lors de son 22^e congrès qui s'est tenu en mai dernier s'est dotée d'orientations ambitieuses pour faire vivre et renforcer notre organisation.

Dans un département « MONDE » qu'est la Seine-Saint-Denis, La CGT s'engage plus que jamais à combattre et dénoncer les guerres capitalistes et impérialistes qui

fleurissent comme jamais sur tous les continents. En Afrique, au Soudan comme au Congo, on massacre pour s'approprier les richesses naturelles. En Asie, les dictatures nationalistes se multiplient comme au Myanmar et les conflits pointent pour des questions soi-disant territoriales entre l'Inde et le Pakistan. En Amérique, sur le modèle Trumpiste, les régimes libertaristes se mettent en place et mettent au pouvoir les huluberlus les plus excentriques tel Javier Milei en Argentine. Au Moyen Orient où le peuple palestinien est victime d'un génocide mené avec la bénédiction et la complicité notamment des Etats Unis et de grandes entreprises dont certaines françaises. En Syrie ou au Liban, les populations souffrent des guerres incessantes qui ravagent la région. La guerre est partout y compris en Europe faut-il le rappeler ? 61 conflits armés dans 36 pays recensés en 2024

Nous ne voulons pas de ce monde-là. Nous savons pertinemment à La CGT que seule l'union et la solidarité entre les peuples sera à même de favoriser l'émergence d'un monde meilleur ouvert au progrès social et à la fraternité. C'est pourquoi nous sommes autant attaché.e.s à la PAIX. Notre CGT n'a que 130 ans et encore du pain sur la planche, travailleuses et travailleurs du 93 rejoignez nous car plus nous serons nombreuses et nombreux, plus nos voix se feront entendre.

Vive la CGT
Vive l'UD CGT93



Sommaire

- 03** Editorial
- 04** Mobilisation contre le salon de l'armement du Bourget
- 06** Plaine commune : Grève des médiathèques, la conséquence d'un profond mal-être au travail
- 07** Pascal Clément prend sa retraite !
- 08** 1 mois de luttes en images
- 10** 30 ans de jumelage entre l'UD CGT 93 et la CTC de Villa Clara
- 11** BLS Omnisport 93 : une première saison réussie et des perspectives encourageantes
- 12** L'IHS CGT 93 au congrès de l'UD les 14-15-16 mai 2025
- 14** USR - Pour une égalité des soins dans le 93

Mobilisation contre le salon de l'armement du Bourget

Du 16 au 22 juin, la Seine-Saint-Denis accueille le salon de l'armement du Bourget, en présence de l'état israélien. Contre l'économie de guerre, le colonialisme, le génocide à Gaza, s'organise une mobilisation tout le weekend du 20 au 22 juin à Bobigny. Au programme, village militant, concerts, manifestation, et débats avec des militant-es d'associations, de syndicats et de partis politiques. Kamel Brahmi, secrétaire général de l'UD CGT 93 nous présente les raisons de la mobilisation de la CGT sur le sujet



Kamel, la CGT 93 coorganise (dans une vaste alliance d'associations, de partis et de syndicats) le « contre-salon » du Bourget du 20 au 22 juin prochain. Peux-tu nous présenter rapidement la genèse du projet ?

La construction du « contre salon » s'est faite grâce à l'impulsion de collectifs et d'une coalition (Guerre à la Guerre) engagés contre le militarisme, les guerres coloniales et impérialistes. Ce sont des militant-es qui par ailleurs articulent lutte contre l'extrême droite, le patriarcat, l'exploitation capitaliste, le saccage de la planète, comme autant de ferments des guerres actuelles et à venir. Des camarades de la CGT sont par ailleurs actifs et actives dans ces mouvements (Stop Arming

Israel ou BDS France notamment) et ont fait le lien avec l'UD CGT 93. Nous avons construit un appel particulier des organisations syndicales de la Seine-Saint-Denis, pour mettre la question de la mise en mouvement des travailleuses et des travailleurs autour de cette exigence de paix et de bataille contre l'économie de guerre, au cœur des enjeux.

En quoi cette mobilisation s'inscrit-elle dans l'agenda de la CGT 93 ?

Un syndicaliste te dira toujours que c'est le moment, de se mobiliser. Mais c'est effectivement « chaud » et inquiétant sur le front politique et social actuellement. Le monde du travail doit impérativement se faire entendre et pour cela il faut construire les luttes avec la volonté de faire converger pour alimenter et soulever LA Lutte. Le capital veut faire main basse sur nos retraites, un pilier de nos conquies sociaux, les budgets militaires explosent, et « l'argent magique » pour financer cette course à l'armement c'est celui des salarié-es, de nos services publics, nos droits sociaux, et de nos salaires. L'extrême-droite a mis ses idées au pouvoir, et attends que les libéraux lui donnent les clefs de l'Elysée. Au niveau international, le fascisme nous donne un aperçu du danger qu'il représente : tronçonneuse pour les plus précaires, chasse aux migrant-es, aux homosexuel·les, massacre des palestinien·nes. Le climat pousse à la riposte.

Pourquoi les luttes internationalistes concernent également le monde du travail et les organisations syndicales ?

Capitalisme libertarien, racismes et guerres sont des armes des puissants pour maintenir leurs dominations. La responsabilité des organisations syndicales est donc toute particulière. Nous sommes peut-être les dernières organisations à maintenir des liens conséquents avec la pluralité et la diversité de la société. Ce qui fait des organisations syndicales combattives un outil de terrain précieux pour mobiliser les masses. Un salon de l'armement, avec des engins qui coûtent des millions

d'euros, sur un territoire populaire comme la Seine-Saint-Denis, qui accueille de nombreuses migrations liées aux conflits dans le monde (Asie, Afrique sub-saharienne, corne de l'Afrique, Proche-Orient etc.) c'est presque une provocation. Les dernières initiatives de nos camarades dockers de la CGT qui ont refusé d'embarquer des armes à destination de l'armée génocidaire d'Israël, montre qu'il est possible d'agir concrètement en refusant d'être les rouages de cette entreprise de guerre, et de faire respecter la justice et le droit. Nous souhaitons amplifier la prise en compte sur les lieux de travail de ces sujets et organiser la résistance à la complicité au génocide. Il s'agit de pointer tous les secteurs pas uniquement l'industrie et le transport. Dans les banques, les services, le moindre lien avec l'économie de guerre de l'Etat d'Israël, doit être dénoncé et entravé. La dernière réunion nationale des dirigeant-es de la CGT a porté cette exigence. Cela fait aussi écho à une des revendications majeures que porte la CGT. Les salarié-es doivent avoir de réels pouvoirs de décision sur l'organisation de leur travail, sur le contenu et la finalité de leur production. Dans notre département je n'ai rencontré aucun-e salarié-e qui souhaite participer au génocide à Gaza, ou à l'écocide. Ce « contre-salon » du Bourget aura aussi l'ambition de mettre toutes ces questions sur la table et de travailler les liens entre organisations pour bâtir une dynamique de masse.

Quels seront les grands moments de ce weekend de mobilisations ?

La manifestation de samedi 21 juin, sera un moment important. Une centaine d'organisations appellent à la manif. Cela sera l'occasion de donner à voir l'opposition populaire à leur monde sous le mot d'ordre « Vos guerres, vos profits, nos morts : halte au génocide à Gaza ! ». Une manif qui part du cœur de la Seine Saint Denis, territoire le plus jeune et le plus pauvre de l'Hexagone, pour aller vers un showroom qui pèse des milliards, alors que souvent la guerre est une passion de la bourgeoisie grisonnante pour le plus grand

malheur des jeunes prolétaires, c'est un sacré symbole. Un débat prévu dimanche 22 juin avec des syndicalistes de la CGT comment agir dans l'entreprise autant pour mobiliser les salarié-es que pour travailler sur les transformations civiles de technologies militaires, comme le porte la CGT Thalès avec l'imagerie médicale, sera aussi je pense un temps fort. Nous devons dépasser cette opposition, instrumentalisée par les capitalistes, entre économies de paix et emploi dans l'industrie militaire. Porter des projets alternatifs c'est un levier pour gagner l'adhésion large des travailleuses et des travailleurs. Partir du monde du travail, s'appuyer sur les collectifs militants, pour interpellier, conscientiser, s'engager, afin de soulever un mouvement de masse. On souhaite tracer cette perspective, et chaque geste, chaque action peut compter.



**GUERRE
À LA
GUERRE**

WEEKEND DE MOBILISATION
CONTRE LE SALON DU BOURGET
20-22 JUIN 2025 - Bobigny (93)

MANIFESTATION
SAMEDI 21 JUIN 13H
Bourse du travail de Bobigny
1 place de la Libération 5 1

**STOP AU GÉNOCIDE
À L'ÉCONOMIE DE GUERRE
ET AUX MARCHANDS DE MORT**



Plaine commune : Grève des médiathèques, la conséquence d'un profond mal-être au travail

Le 17 juin dernier les médiathèques de Plaine Commune étaient en grève pour dénoncer la dégradation de leurs conditions de travail en cours depuis plusieurs années.

Application brutale des 1607h, ouverture des médiathèques le dimanche, allongement du temps de travail, les salarié-es de Plaine commune ont dénoncé, mardi 17 juin, la dégradation importante de leurs conditions de travail dans les médiathèques de l'intercommunalité.

Plusieurs années de politiques antisociales

Rassemblé-es devant le siège de Plaine Commune à Saint-Denis, les agents ont rappelé les résultats de l'expertise mandatée par la CGT Plaine commune, avec des chiffres sans appel : 82,6% des salarié-es des médiathèques déclarent subir un état de fatigue générale, qui se matérialise par des migraines, de l'anxiété, des troubles gastriques ou psycho-sociaux. Le rapport décrit également « un système horaire contraignant au détriment du repos et

de la vie sociale [...] perçu plus négativement par les agents ayant des enfants ou des responsabilités familiales », ainsi que « des congés jugés insuffisants face aux exigences horaires ».

Cette expertise, demandée par les syndicats depuis plus de 4 ans, est venue corroborer les craintes exprimées depuis la réorganisation des services voulue par Plaine commune. " Les ajustements proposés ne pèsent rien par rapport à nos demandes de prise en compte de la pénibilité, et de recrutements supplémentaires pour faire face à la charge de travail " se désole Fabrice, de la CGT Plaine Commune. Plutôt que d'entamer un véritable dialogue social face aux alertes de souffrances au travail, la direction de l'intercommunalité a préféré limiter les droits de grève et de débrayage des agents. L'intersyndicale CGT - Sud entend poursuivre la mobilisation.

CONSEIL DÉPARTEMENTAL : LE DÉMÉNAGEMENT DU CD LAISSE (AUSSI) DES SALARIÉ-ES DU PRIVÉ SUR LE CARREAU

Les conséquences du départ du conseil départemental de Seine-Saint-Denis de Bobigny à Saint-Denis plonge les salarié-es des prestataires privés dans l'inconnu.

La société Arc-en-ciel, qui emploie entre 60 et 70 personnes pour le nettoyage des locaux du Conseil départemental à Bobigny, est mise en bien mauvaise posture par les décisions du Département. Les salarié-es du prestataire ont en effet récemment appris que leur mission ne sera pas reconduite dans les nouveaux locaux, la ville de Saint-Denis ayant des accords avec des entreprises dites "d'insertion". "Notre employeur nous a annoncé que certaines d'entre nous allaient devoir quitter l'entreprise, faute

de travail suffisant" regrette une salariée. Plus d'une soixante de personnes, majoritairement des femmes d'origines étrangères, risquent de perdre leur em-

ploi dans les prochaines semaines, tandis que la présidence du département n'a prévu aucun dispositif spécifique pour les accompagner.





PASCAL CLÉMENT PREND SA RETRAITE !

**Pilier de l'Union départementale CGT 93,
Pascal Clément a pris une retraite bien méritée
au 1^{er} Avril dernier.**

Après un début de carrière dans le bâtiment dès l'âge de 19 ans en 1981 Pascal a rejoint l'Union Départementale CGT 93 en 1985 alors que la CGT s'engageait dans l'informatisation de son organisation.

Sa première mission fut de travailler sur l'ancêtre du COGITIEL actuel. Il devient très rapidement un pilier de l'UD, formant les camarades d'autres structures à l'utilisation de ce nouvel outil. Omniprésent et polyvalent, au delà de sa maîtrise du Cogitiel et de Cogétise dont il a largement fait profiter les camarades des unions locales et des syndicats en se rendant toujours disponible, Pascal s'est occupé de notre publication départementale, le BIMi, depuis sa création. De sa mise en page jusqu'à sa mise sous pli et son envoi il a été la pièce maîtresse dans la diffusion de notre outil de communication qu'est le BIMi.

Mettant sa créativité artistique à contribution en produisant nos banderoles et la mise page de nos tracts et communiqués, Pascal aura laissé sa griffe bien reconnaissable sur de nombreux matériels de propagande de la CGT 93. Présent de jour comme de nuit quitte à sacrifier trop souvent ses hobbies notamment en ratant quelques concerts mythiques de Punk, Pascal était également incontournable lorsqu'il s'agissait de conduire les véhicules de la CGT lors des nombreuses manifestations qu'il a connu dans sa longue carrière.

Apprécié de toutes et tous les camarades tant pour sa disponibilité que pour sa gentillesse Pascal s'est efforcé de partager sa rigueur et d'inculquer les valeurs de la CGT qu'il a pleinement incarné.

Pascal a pris sa retraite le 1er avril dernier, son parcours et sa personnalité ont été sublimés par notre Secrétaire Général Kamel Brahmi lors de notre dernier congrès départemental, qui n'a pas manqué de faire étalage de ses nombreuses qualités tant professionnelles qu'humaines. Dire que déjà il nous manque, que le quatrième étage de la Bourse Départementale nous semble vide ne traduit pas réellement la jalousie qui monte en nous en le voyant s'éloigner de l'UD pour poursuivre sa carrière militante auprès de l'Union Locale de Romainville. Nous sommes prêt-es à écouter avec lui toute la discographie Punk disponible pour le voir revenir de temps en temps nous raconter ses nouvelles aventures.

Pascal tu es parvenu à nous émouvoir par ton discours de départ en retraite, certain-es camarades parmi les plus sensibles en avaient les larmes aux yeux. Nous attendons avec impatience tes visites, histoire de profiter de ta bonne humeur et de rigoler encore.



1 mois de luttres en images





30 ans de jumelage entre l'UD CGT 93 et la CTC de Villa Clara

En 1995, l'Union Régionale Ile-de-France a pris la décision de jumeler ses Unions Départementales avec les provinces de Cuba, en lien avec la CTC, la Centrale des Travailleurs Cubains, syndicat historique de l'île ayant participé à la Révolution Cubaine en 1959. Notre Union Départementale de Seine-Saint-Denis est donc liée depuis 30 ans, à la province de Villa Clara située dans le centre du pays. Dès 2000, c'est l'Union Locale de Pantin/Le Pré-St-Gervais qui a repris l'animation de ce travail internationaliste avec nos camarades cubain-es, toujours en partenariat avec l'UD.

En 30 années, ce sont près de 350 militantes et militants de la CGT qui ont pu faire le voyage vers « l'île rebelle » afin d'y rencontrer nos camarades pour des échanges fraternels et sororels, pour découvrir l'histoire sociale et politique des deux pays au travers de visites dans les syndicats et les entreprises. Au-delà du militantisme, ce sont même parfois de profonds liens d'amitiés qui se sont forgés.

Du côté de la CGT, ce sont près de 350 000 euros d'aide matérielle qui ont pu être acheminés vers Cuba. Pour la population, toujours soumise au blocus des Etats-Unis, nous avons acheminé médicaments, lunettes, jouets pour les crèches, vêtements et appareils électroniques. Pour nos camarades syndicalistes, ce sont des téléphones, photocopieurs, toners et cartouches qui leurs ont été fournis dans le cadre de leurs activités. De plus, l'ensemble du parc informatique a pu être pris en charge par cette solidarité. En parallèle, nous avons fortement contribué à la création et au développement de la Casa de la Visita dans la ville de Santa Clara. C'est un lieu de repos et de restauration pour les travailleurs et travailleuses cubain-es faisant étape dans cette grande ville idéalement située entre La Havane (la capitale) et Santiago (la grande ville du sud). Chambres, salles d'eau, cantines, notre parrainage a permis à la CTC d'améliorer le confort des salarié-es en transit.

Afin de continuer à faire vivre ce lieu utile aux travailleurs et aux travailleuses, nous lançons avec l'UL de Pantin/Le Pré-St-Gervais une campagne financière pour équiper le lieu en panneaux solaires afin que les bâtiments soient énergétiquement autonomes et cessent de subir les coupures de courant liées au blocus de l'impérialisme étasunien.



BLS OMNISPORT 93 : une première saison réussie et des perspectives encourageantes

BIEN-ÊTRE LIBERTÉ SOLIDARITÉ

Club omnisport affilié à la FSGT

Tarifs adhésion 2025/2026:

- Précaires (étudiant·es et privé·es d'emploi) : 40€/an
- Section marche/randonnée : 40€/an
- Adhésion omnisport : 80€ et plus/an

L'adhésion omnisport donne le droit de participer à
toutes les activités proposées par le club
(séances de boxe anglaise, randonnées etc.)



Bourse départementale du Travail
1 place de la libération - Bobigny



blsomnisport93@gmail.com

**POUR LA FUTURE SAISON SPORTIVE 2025/2026, VOUS
ÊTES DONC LES BIENVENU-ES POUR RENCONTRER ET
PARTICIPER AUX ACTIVITÉS DU BLS OMNISPORT 93 :**

- pour la pratique de toutes les activités, le tarif de la licence (assurance comprise) sera de 80€ à l'année
- pour la pratique de la seule activité de « marche/randonnée », la licence sera de 40€ à l'année
- Pour tous renseignements, vous pouvez solliciter Basile, président du club au 06.10.47.02.78 ou par mail à blsomnisport93@gmail.com

Persuadés que le sport peut être un outil social essentiel dans une époque où l'individualisme et la distance prennent le pas sur l'ensemble de la société, plusieurs camarades de la CGT 93 ont lancé un projet de club omnisport en Seine-Saint-Denis en octobre dernier. L'objectif ? Le développement d'une sociabilité entre camarades ouverte à toutes à tous et visant à un retour d'une culture syndicale en dehors de l'entreprise/du service où elle s'enferme trop souvent. Ce sont pour ces raisons que le nom du club correspond à la devise historique de la CGT : Bien-être, Liberté, Solidarité.

Affilié à la FSGT 93 (Fédération Sportive et Gymnique du Travail), le club a rapidement rencontré un franc succès auprès de personnes syndiquées ou non. Soutenu par l'Union Départementale (autant moralement que dans l'achat de petits matériels) le siège du club est hébergé à la Bourse Départementale du Travail de Bobigny. C'est également dans le hall que s'organisent les entraînements de boxe chaque mardi soir. Uniquement par le bouche à oreille, ce sont 23 licencié·es à jour de cotisation qui ont rejoint le club. En plus de la section « sports de combat », une section « marche & randonnée » qui s'est développée à partir du mois de janvier, en proposant des sorties chaque 1er dimanche du mois à travers l'Ile-de-France. Chaque rdv a vu la participation d'une quinzaine de marcheurs et de marcheuses dans des ballades qui les ont amenés (entre autres) en vallée de Chevreuse, forêt de Montmorency ou sur les bords de Marne.

Face à ces premières réussites, le club souhaite se doter d'une section « sports collectifs » et a entrepris pour cela, des rencontres avec des décideurs politiques et associatifs afin d'avoir accès à des gymnases ou un terrain en Seine-Saint-Denis. Autre projet, celui de proposer des rencontres et conférences autour des questions du sport et des loisirs afin de faire le lien avec l'activité syndicale et nos valeurs d'émancipation et de transformation de la société.

L'IHS CGT 93 au congrès de l'UD les 14-15-16 mai 2025

Lors du 22^e Congrès de l'UD à Bobigny, l'IHS CGT 93 était présent. Comme d'habitude nous sommes intervenu-es et avons tenu une table de livres pendant les trois jours.

Cette année, chaque congressiste a trouvé dans son dossier de délégué-es, une adresse signée par le président de l'IHS CGT 93 et par le SG de l'UD, laquelle traçait, dans des grandes lignes, l'objet et la finalité de l'existence de l'Institut d'Histoire Social CGT de la Seine Saint Denis.

Le congrès se tenait dans un moment particulier et difficile au niveau national comme international. Nombreux et nombreuses ont été celles et ceux qui en ont fait état dans leur intervention.

Les bruits de bottes se font entendre un peu partout dans le monde et la guerre est revenue à nouveau sur notre continent. Après la chute du mur, l'éclatement de l'ancienne Yougoslavie, le capital, dit néolibéral, se sent en situation de force pour amorcer un retour en arrière des sociétés.

C'est dans cet environnement, où les forces les plus réactionnaires se sentent pousser des ailes, qu'il faut entendre ce qui se passe au Proche-Orient. La guerre d'Israël contre le peuple palestinien s'inscrit dans un projet de destruction des institutions internationales « l'ONU, le Tribunal International », voire la destruction des organisations d'aide aux plus démunies, de lutte contre la maladie et la malnutrition.

La volonté du capital, dans notre pays, est celle de mettre en place des politiques d'appauvrissement des français et des françaises, de destruction des conquies de nos aïeux, (pourtant acquis de haute lutte). Elle est soutenue par des forces politiques rétrogrades, au premier rang desquelles la droite et l'extrême-droite ! Leur projet de substituer à la solidarité entre travailleurs et travailleuses - le tous contre tous - faisant fit, en cela, ce qui fonde depuis toujours l'aspiration des salarié-es à l'égalité et à la fraternité.

La lutte dans vos entreprises ne peut faire l'impasse sur le besoin de connaître les luttes d'hier pour la conduite des combats d'aujourd'hui.

Le rôle de l'IHS CGT 93 est de faire connaître ces luttes et les militant-es qui les ont menées. Ce que nous faisons par des articles, tous les mois dans le BIMI, mais aussi par le recueil des archives de nos organisations (syndicats, UL et UD), et leurs dépôts aux archives départementales.

Ceci, est pour nous une tâche syndicale !

Le nombre croissant d'UL, d'Unions Syndicales, voire de gros syndicats qui nous sollicitent pour être présent-es à leurs initiatives, ou d'organiser avec eux des rencontres thématiques, montre que ce travail porte déjà des fruits. C'est le signe que notre IHS commence à être reconnue pour son travail de promotion de l'histoire du mouvement ouvrier dans le 93.

Au-delà des Archives Départementales, notre IHS commence à se faire connaître dans le département auprès de chercheurs et chercheuses universitaires, mais aussi auprès des associations d'histoire locale de vos villes.

Mais il serait paradoxal que notre audience grandisse auprès de nos partenaires et que de nombreuses structures CGT ne soient, toujours pas, membres de l'IHS CGT 93.

Certes nous progressons régulièrement en nombre d'adhérent-es ! Au cours du congrès nombre de délégué-es ont franchi le pas, mais cela est largement insuffisant !

Notre IHS participe aussi à la vie du réseau des IHS CGT. Il s'inscrit dans les manifestations nationales qui marquent la vie et l'histoire de la CGT.

Cette année plusieurs événements vont faire l'actualité sociale. Certes ils ne touchent pas spécifiquement

notre département mais ils sont importants pour nous. Syndicalement s'entend !

Tout d'abord la CGT fête ses 130 ans d'existence. Un projet commun au réseau IHS est en cours qui doit aboutir à la publication d'un ouvrage « 130 luttes/130 militant-es », une exposition et d'autres initiatives prévues au cours de l'année. Nous vous tiendrons informé-es, soit par notre journal « nous les adhérent-es » soit dans le BIMI.

Les 80 ans de la création de la Sécurité Sociale en France. Décision du CNR mise en place par le ministre Ambroise CROIZAT, secrétaire de la fédération CGT de la Métallurgie (voir l'article dans le BIMI de mai).

Le vote des femmes, (voir le BIMI du mois d'avril) et la lutte de la CGT, hier comme aujourd'hui, pour la défense et la promotion de leurs droits, à commencer par celui de l'égalité du salaire ! La brochure que nous avons édité sur la lutte des femmes de Sonolor, Grandin, Pigmy, en porte témoignage. Mais cette lutte reste toujours d'actualité.

La nécessaire lutte pour l'abrogation de la réforme scélérate des conditions d'accès à la retraite est une question d'actualité. Le grand argument pour le capital c'est « il n'est pas normal de payer des gens à ne rien faire » ; je cite encore « si les salarié-es veulent avoir une retraite, ils n'ont qu'à s'en payer une en souscrivant une police d'assurance basée sur la capitalisation ». Cette idée libérale n'est pas nouvelle. Les salarié-es ont fait déjà l'expérience, dans les années 20 et 30, de ce qu'est une retraite par capitalisation.

Toutes celles et tous ceux qui avaient souscrit une retraite par capitalisation dans ces années là, se sont trouvé-es dans la misère quand la bourse s'est effondrée. Vous me direz, c'est trop vieux ! Vous êtes sûr-es ? Pourtant, il faut demander aux retraité-es anglais-es, canadien-nnes ou étasunien-nnes aujourd'hui lesquels voient leur retraite fondre comme neige au soleil dès que la Bourse éternue. Pour le patronat c'est une évidence économique, les travailleurs et travailleuses coûtent trop chers.

Mais les mêmes causes produisent les mêmes effets ! Leur véritable objectif est l'appauvrissement des salarié-ess et l'augmentation du profit versé aux actionnaires.

Le rôle de notre IHS est celui de préserver l'histoire du mouvement social en Seine Saint Denis. Vous y êtes les biens venus, avec vos expériences syndicales, votre personnalité, votre histoire !

Les Historiens sont dans notre conseil scientifique. Pour être membre de votre association IHS nul besoin d'être historien vous même !





Pour une égalité des soins dans le 93

Nous avons demandé un plan d'urgence pour le 93

Le 5 juin une délégation de l'intersyndicale a été reçue, nous avons développé nos arguments et fait entendre notre détermination et celle des 6 000 personnes qui ont signé la pétition que nous leur avons proposée. L'objectif : obtenir des améliorations concrètes pour l'ensemble de la population de Seine-Saint-Denis et aborder les problèmes rencontrés par les retarité-es, qui du fait de leur santé ont souvent besoin de consulter des professionnel·les.

Nous étions accompagné-es de camarades hospitalières et nous avons demandé au préfet qu'il fasse remonter notre colère et nos besoins au gouvernement. Le représentant du préfet s'y est engagé.

Un grand service public de la santé

Nous avons demandé l'arrêt des fermetures d'établissements de services dans les projets de restructuration et de construction ! Les soignantes qui nous accompagnaient, ont affirmé avec force, qu'aujourd'hui s'il y avait une nouvelle pandémie, la réponse serait à ce jour moins efficace qu'en 2020 du fait des politiques d'austérité décidées par le gouvernement. Nous avons rappelé les 100 000 lits supprimés en 20 ans et que cela continue aujourd'hui.

Nous avons pointé ces risques avec la volonté de l'Etat de contraindre encore le PLFSS 2026 (Plan de Financement de la Sécurité Sociale) ce qui aggraverait la situation sanitaire du pays. L'exemple de la mortalité infantile où

la France est passée du premier rang en Europe au 23^{ème} rang en est la lourde conséquence. Nous avons aussi abordé la volonté de l'Etat de supprimer les hôpitaux Bichat et Beaujon, pour ouvrir un hôpital à Saint-Ouen, avec 350 lits en moins, avec toutes les conséquences redoutées. Il faut un hôpital à Saint-Ouen sans fermeture d'hôpitaux, de lits et de services aux alentours. Nous avons également dénoncé la politique de regroupement d'Aulnay, Montfermeil et Montreuil, qui est une menace pour les salarié-es et les services. Le projet de reconstruire Montfermeil ne doit pas être de même nature que Saint-Ouen.

Nous avons demandé plus d'aides pour les centres de santé, ils sont indispensables pour accueillir les patient-es et répondre aux besoins des usager-es qui voient leurs médecins partir en retraite sans remplaçant-e. Aujourd'hui ils rencontrent de nombreux problèmes financiers. Le manque de recrutement de spécialistes nuit à la santé des populations et crée la surcharge des urgences dans les hôpitaux.

Nous demandons un plan d'ampleur de formation de professionnel·les de santé. Contrairement à l'ordre des médecins qui met plus en avant les intérêts personnels des médecins privés, plutôt que l'intérêt général. Aujourd'hui 25% de la population du 93 n'a plus de médecin traitant.

Un pôle public du médicament

Nous avons pointé que les laboratoires sont fortement subventionnés sans contreparties et investissent trop souvent dans les médicaments les plus rentables au détriment de médicaments moins rentables pourtant



d'autonomie sont également en proie à de grandes difficultés, manque de personnels pour les aider, prix des aides à la personne...

Les problèmes de la santé scolaire ont été posés, à l'heure où il faut aider les nombreux-ses jeunes en difficultés physiques et psychiques qui n'ont plus de repaires, l'actualité nous le confirme, c'est indispensable, tout comme augmenter les moyens à la psychiatrie. 70 postes manquent actuellement à Ville-Evrard.

Le représentant du préfet, nous a déclaré que le préfet connaissait la situation sanitaire du département. Elle est inquiétante. C'est le plus grand désert médical de France, rapport parlementaire et vécu à l'appui. Il faut maintenant un plan d'urgence pour le 93 avec des réponses en cohérence avec ce constat. Les retraité-es, les citoyen-nés du département s'impatientent ! Nous restons mobilisé-es !

Continuez le combat

Rester mobiliser c'était justement le mot d'ordre et l'état d'esprit du rassemblement qui se déroulait devant l'hôpital Avicenne en parallèle de l'entretien en préfecture. Plusieurs dizaines de militant-es de la CGT et de la FSU étaient rassemblé-es ce qui leur a donné l'occasion de continuer à interpeller les usager-es y compris en continuant la campagne de signatures de pétitions.

Que ce soit les participant-es au rassemblement ou les membres de la délégation en préfecture qui les ont rejoint-es toutes et tous s'accordaient pour faire un point d'étape dans les mois à venir sur la situation du secteur de la santé dans le 93 et de la prise en compte de nos attentes qui sont celles des usager-es. Ce n'est qu'un début nous continuerons le combat ! Notre département a suffisamment été maltraité par les conséquences des politiques publiques de santé !

importants pour les malades. Les manques de médicaments se font cruellement ressentir. Ces labos délocalisent leurs productions y compris depuis le COVID, à l'exemple de SANOFI qui vient de vendre à un groupe américain sa filiale OPELLA qui fabrique du Doliprane.

Marchandisation de la santé

Nous avons dénoncé les dépassements d'honoraires pratiqués dans des cliniques privées aux mains de spéculateurs nationaux et internationaux recherchant des dividendes maximums. Ces établissements sont ouverts avec l'autorisation des autorités sanitaires, ça suffit ! 1,6 millions de personnes renoncent à se soigner en France.

Les exemples d'ORPEA pour les maisons de retraite et de People et Baby et d'autres montrent bien l'impasse humaine, financière et sociale. Les personnes en perte





**LA CGT
S'ENGAGE
POUR
L'ÉGALITÉ
DES DROITS**

MOIS DES FIERTÉS LGBTQIA+

JUIN 2025

